

DÉCLARATION DU PCF

20.10.2020

Combattre le terrorisme islamiste Faire triompher la République démocratique et sociale

Le terrorisme islamiste a encore frappé. Il vient de s'attaquer à l'École et donc à l'avenir de nos enfants et de notre pays. Notre émotion et notre indignation sont immenses face à l'abominable assassinat de Samuel PATY, professeur d'histoire et d'enseignement civique de Conflans-Sainte-Honorine.

Le Parti communiste français s'associe au deuil de la famille, des proches et des élèves de cet enseignant. Il assure ses collègues, le monde enseignant, la jeunesse du pays, aujourd'hui sous le choc, de son entière solidarité dans l'épreuve.

Jusque dans la méthode utilisée pour assassiner Samuel PATY, la décapitation qui rappelle les moyens les plus barbares mis en œuvre par le jihadisme, le terrorisme islamiste vient de nous rappeler qu'il menait une guerre de tous les instants contre les valeurs fondamentales de la République : la séparation intransigeante des religions et de l'État ; la laïcité qui garantit la liberté de conscience et de critique ; la liberté d'expression, de création et le droit à la critique de toute religion ; l'égalité entre des citoyennes et des citoyens que ne doivent distinguer ni leurs origines, ni leurs religions, ni leurs convictions intimes.

Ce terrorisme islamiste a un objectif : répandre la terreur sur toutes et tous, s'attaquer à la démocratie et à l'École publique. Ce faisant, il cherche à s'imposer aux musulmans qui sont aussi ciblés par ses discours et actes meurtriers, diviser les Français en suscitant une nouvelle guerre de religion, encourager les réactions racistes et identitaires qui peuvent venir légitimer son projet théologico-politique.

Comme l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine le démontre, ce terrorisme s'appuie sur des réseaux se revendiquant d'un islamisme politique, qui se prétend sans lien avec le jihadisme, mais dont la propagande l'alimente. Cette menace doit être combattue sans réserve.

Évidemment, de tels actes apportent de l'eau au moulin des forces les plus réactionnaires, qui y trouvent une nouvelle justification de leurs discours autoritaires et de leurs politiques sécuritaires, de leurs appels à la discrimination envers les musulmans, les réfugiés, les immigrés. Ce discours de haine peut à son tour conduire à des crimes et à des attentats à caractère raciste.

Nos compatriotes de confession musulmane, dans leur immense majorité, sont meurtris par les entreprises des forces obscurantistes car ils vivent leur foi dans le respect des lois de la République qui leur garantissent ce droit.

ENGAGER UNE POLITIQUE INTÉRIEURE À LA HAUTEUR DE LA MENACE QUI PÈSE SUR NOS CONCITOYENS EN PRÉSERVANT LES DROITS ET LIBERTÉS

Ceux qui ont soutenu ou contribué à l'assassinat de Samuel PATY doivent être identifiés et sans délai déférés devant la justice. Les prêcheurs de haine, les fanatiques qui appellent au meurtre, les jihadistes doivent être poursuivis, mis hors d'état de nuire, condamnés sévèrement.

La protection de la population doit se faire en préservant les libertés publiques et la démocratie. Sinon, ce serait donner raison aux terroristes qui par leurs discours et leurs actes meurtriers s'attaquent à la liberté elle-même.

Les moyens doivent être donnés aux pouvoirs publics, au renseignement, à la police et à la justice de déjouer les campagnes haineuses, telle celle dont a été l'objet Samuel PATY jusqu'à son assassinat. Avant de décider de nouvelles lois, il faut avant tout évaluer notre corpus juridique actuel. Plusieurs enjeux doivent être instruits et des mesures prises pour protéger nos concitoyens des individus radicalisés ou déjà condamnés, faire respecter la loi sur tout le territoire et sur les réseaux sociaux, ou encore répondre efficacement à l'hybridation de profils criminels et terroristes.

Ainsi, concernant le futur projet de loi sur le « séparatisme islamiste », nous refuserons toute mesure opportuniste qui ne donnerait pas d'instrument supplémentaire au pays pour agir. Nous ne laisserons pas le pouvoir, sous la pression des forces de droite et d'extrême droite, instrumentaliser la laïcité. Nous défendrons la loi de 1905 qui est un pilier de notre République.

Le ministre de l'Intérieur vient en outre d'annoncer sa volonté de dissoudre diverses associations. Le nécessaire combat contre l'idéologie islamiste développée à travers certaines structures ne saurait toutefois s'affranchir de l'État de droit. Une décision de dissolution doit donc être fondée sur des considérants juridiques incontestables, et s'opérer, comme le veut la Constitution, sous le contrôle de l'institution judiciaire.

POUR LES COMMUNISTES, LA SÉCURITÉ PASSE PAR UNE POLITIQUE PERMETTANT D'ASSÉCHER LE TERREAU AUQUEL S'ALIMENTENT L'INTÉGRISME ET LE TERRORISME.

Répondre à la hauteur de ce crime, c'est surtout engager une politique de justice sociale et d'égalité réelle entre les citoyens, de développement des services publics, de perspectives d'emploi pour la jeunesse, de lutte contre les discriminations, le racisme qui mine le vivre-ensemble et la ghettoïsation de certains quartiers et villes. C'est par une nouvelle démocratie donnant effectivement les moyens au peuple dans toute sa diversité de construire son avenir que nous combattons le plus efficacement ce terrorisme. Ensemble, faisons triompher une République démocratique et sociale.

Alors que l'école de la République vient de subir une attaque meurtrière, nous réaffirmons avec force la liberté pédagogique des enseignants et notre ambition pour le renforcement de l'école publique, à laquelle il est donné mission de former la jeunesse à l'esprit critique. À l'école, rien n'est objet de croyance mais tout est au service des savoirs et de leur transmission. Plus que jamais, portons l'ambition d'une culture commune de haut niveau au sein d'une école émancipatrice pour toutes et tous, donnant à tous les jeunes les moyens de maîtriser leur avenir.

Depuis des mois, le gouvernement s'attaque à l'école publique. Profitant de la crise sanitaire, il affaiblit les programmes, réduit les disciplines, favorise l'individualisation des parcours. Le repli identitaire est favorisé comme l'enseignement privé. C'est à la racine du mal qu'il faut s'attaquer.

Pour cela, il faut en finir avec l'austérité qui a affaibli tout l'enseignement, de l'École jusqu'à l'Université, au gré des politiques mises en œuvre par les gouvernements successifs. Des moyens supplémentaires doivent lui être accordés pour lui permettre de déjouer les offensives intégristes de tous bords. Un plan d'embauches est nécessaire. Et nos enseignants doivent pouvoir bénéficier d'une formation de qualité, adaptée aux nouvelles missions qu'ils ont à accomplir. Ils doivent être soutenus par leur hiérarchie face à toutes les entreprises obscurantistes.

Ce combat contre les reculs de la République exige également une autre politique internationale de la France, car le jeu des grandes puissances, à commencer par la France, a largement fait le jeu des courants intégristes, d'origine wahhabite ou salafiste. Les gouvernements successifs, dont le pouvoir actuel, ont une responsabilité en la matière, en ayant apporté soutien politique et aide militaire à des États liés au terrorisme dans le but de permettre aux grandes firmes capitalistes de conquérir des marchés et de réaliser des nouveaux profits.

Ensemble, combattons l'intégrisme d'où qu'il vienne ainsi que le terrorisme islamiste, sans céder un pouce de terrain aux menées qui cherchent à profiter du contexte pour encourager les stigmatisations racistes ou religieuses.

Organisations syndicales, associations démocratiques et laïques, partis de gauche, nous étions avec les enseignants, dans tout le pays, ce dimanche 18 octobre. À toutes et tous et à nos concitoyens, nous proposons d'agir ensemble pour faire reculer la terreur obscurantiste et faire progresser les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité, de laïcité qui fondent notre République.